

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-armee-colombienne-protege-le-petrole-gringo>

L'armée colombienne protège le pétrole « gringo »

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mercredi 25 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Face aux attaques répétées des guérillas, une « zone d'exception » a été créée à Arauca.

Par Michel TAILLE

Arauca envoyé spécial, mercredi 25 décembre 2002

*« Beaucoup de gens
viennent me dire
que certains paramilitaires
sortent des bases de l'armée. »*

Un fonctionnaire sous couvert d'anonymat

Sur la route qui traverse le complexe pétrolier Caño Limon, un cahot : « C'est le trou laissé par une bombe de la guérilla, il y a quelques mois. » Le chauffeur continue sa route entre végétation tropicale et puits de pétrole, au milieu des 11 000 hectares de la multinationale américaine Occidental Petroleum, Oxy. Là, dans le nord du département colombien d'Arauca, jusqu'à 110 000 barils d'hydrocarbure sont extraits chaque jour pour gagner la côte atlantique colombienne par oléoduc. En temps normal, du moins : depuis le début de son exploitation, les guérillas marxistes, l'Armée de libération nationale (ELN) puis les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), ont tout fait pour entraver la production du pétrole « gringo ». « Avec plus de 1 000 attentats contre l'oléoduc, ils ont provoqué l'équivalent de l'écoulement d'un Exxon Valdez dans la nature », calcule le chargé de communication d'Oxy, Gerardo Vargas. L'an dernier, les attaques ont immobilisé l'exploitation pendant près de sept mois.

« Chasse aux sorcières ». Face aux pertes économiques, le président Alvaro Uribe décide le 21 septembre de faire du secteur une zone « d'exception ». Par décret, l'armée obtient des pouvoirs étendus dans les trois municipalités qui hébergent le complexe et les premiers kilomètres de l'oléoduc. Les militaires ont recours à des perquisitions et des arrestations massives, dans ce qu'un officier a appelé ouvertement les « villes guérilleras ». Le 12 novembre, à deux heures de route de Caño Limon, à Saravena, ils arrêtent plus de 80 personnes, et en envoient 43 à Bogota. « Nous avons démantelé le réseau urbain de l'ELN », se vante alors le général Carlos Lemus, chef militaire de la zone d'exception. Parmi les accusés, une majorité de syndicalistes et de représentants de quartier. « C'est une chasse aux sorcières, estime William Jiménez, employé municipal syndiqué, arrêté ce jour-là. Nous avons passé la journée assis par terre, les mains liées, sans que personne ne nous dise pourquoi nous étions détenus. » Relâché, Jiménez a aujourd'hui rejoint son bureau, provisoire depuis la destruction de la mairie, en septembre, par un bombardement des Farc qui visait le commissariat de police.

Avec la zone d'exception, les policiers de la ville, passés de 30 à 150, ont retrouvé un certain calme. Leurs patrouilles, avec celles de l'armée, ont fait reculer la guérilla urbaine. « Avant, Saravena, c'était Sarajevo, raconte l'un d'eux dans sa guérite. On se faisait tirer dessus depuis les fenêtres, depuis derrière l'église... » Aujourd'hui, les coups de feu quotidiens ont cessé et la ville, après deux mois sans attentat, semble prête à accueillir les 40 à 100 instructeurs américains qui, dès janvier, doivent former et armer un bataillon colombien destiné à protéger l'oléoduc qui passe à trois kilomètres.

Ailleurs, la zone d'exception n'a pas eu les mêmes effets. A Arauca, capitale du département, « les militaires restent enfermés dans la brigade », se plaint le maire Jorge Cedeño. Tant dans la campagne qu'en ville, aux victimes de la guérilla se sont ajoutées depuis juin celles des milices paramilitaires, leurs ennemis jurés. La proximité répétée de barrages militaires et paramilitaires a soulevé des questions : « Beaucoup de gens viennent me dire que certains paramilitaires sortent des bases de l'armée », raconte un fonctionnaire sous couvert d'anonymat.

Dynamitages. A Arauquita, troisième municipalité de la zone, la guérilla a tué trois soldats il y a dix jours. A une demi-heure d'un campement de l'armée, les premiers guérilleros se reposent dans une bourgade, au bout d'un chemin de terre. Quelques-uns des 6 000 hectares de coca du département, sur lesquels Farc et paramilitaires prélèvent leur impôt, apparaissent. Là, dans une ferme isolée, un commandant de front des Farc promet de démontrer que « le pétrole des gringos ne peut pas être protégé ». Deux puits ont été dynamités depuis que la zone d'exception a été décrétée, et un vigile assassiné. Les 800 soldats basés le long de l'oléoduc et dans les installations mêmes d'Oxy, les trois hélicoptères et l'avion-espion qui en décollent n'ont rien pu empêcher. « Ce sont des bandits vétérans, avec des appuis dans tous les villages, explique un officier sur la base militaire d'Oxy. Je ne vois pas comment les instructeurs américains vont pouvoir nous aider. ».

Post-scriptum :

[Liberation, 25 décembre 2002](#)